

## JUIN 2012

Pages 2-8

### ACTUALITÉS DU MONDE

#### Europe

Allemagne : Congrès de Die Linke, un nouveau départ  
Chypre : soirée de solidarité PCF-AKEL

#### Monde arabe

Égypte : élections, une révolution commence  
Tunisie : les défis de la démocratie et du développement  
Algérie : l'amalgame et les silences de Benjamin Stora

#### Afrique

Togo : les soulèvements populaires auront-ils raison du pouvoir dictatorial ?

#### Amérique latine

Paraguay : communiqué de presse du PCF

#### Le billet de G. Streiff

Véridique

Pages 9-10

### FOCUS

Soudan

Pages 11-12

### ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 13-16

#### REGARD sur

Israël et l'impunité

Hommage à Jacques Coubard

## DE LA GUERRE ... À LA MOBILISATION CITOYENNE

La guerre. L'actualité internationale n'est faite que de cela... ou peu s'en faut : menace persistante de bombardements israéliens en Iran ; cyberguerre et assassinats ciblés contre le régime de Téhéran ; pressions à l'intervention militaire en Syrie dans une crise interne qui bascule en guerre civile ; préparations à l'engagement d'une force africaine – avec soutien logistique occidental – au Mali ; poursuite de la confrontation en Afghanistan ; frappes américaines ciblées en Afghanistan et au Pakistan – mais aussi au Yémen – avec des drones. Tout cela pose des questions essentielles.

Sur l'arme nucléaire. La fin de la guerre froide a relativisé son rôle, mais elle garde son caractère d'arme de domination, d'affirmation de puissance et d'enjeu dans les crises de la prolifération en Asie et au Proche-Orient. Le problème est à la fois régional et global. Il faut lier règlement des conflits et désarmement nucléaire multilatéral. La survie du TNP est à cette condition. Les nouvelles autorités françaises doivent être à l'initiative dans cet esprit en se souvenant qu'il n'y a pas de consensus national sur la dissuasion et la politique de défense.

Sur les formes de la guerre. La nouvelle course aux armements touche surtout au conventionnel, à la sophistication et modernisation des outils militaires, y compris nucléaires, au renseignement, à la furtivité... Avec la cyberguerre, les drones et autres technologies de pointe, la guerre a changé de nature. Elle est aussi sortie du droit et des conventions. On la « légitime » par des manipulations de l'ONU. C'est plus que jamais une guerre impériale, à la fois totale, ciblée mais aussi subreptice, au bon vouloir des puissants. Le respect des principes et des buts de l'ONU et de sa Charte est fondamental. Il faut en faire une exigence politique primordiale.

Sur la sécurité. Les crises internationales – Irak, Afghanistan, Libye, Syrie – se traduisent toutes par une déstabilisation régionale majeure... C'est un échec stratégique et une impasse politique globale. La sécurité n'est plus le résultat de l'équilibre des puissances. Elle doit être le fruit du développement humain, de la démocratie, du désarmement, du respect des droits des peuples, de la fin des humiliations... C'est la vision conjuguée d'un nouveau mode de développement et d'un nouvel ordre international.

Agir pour la paix dans cet esprit, c'est aussi maintenant que cela se joue. Notre Lettre reviendra sur toutes ces questions.

**Jacques Fath**  
responsable des Relations internationales



- Forum de São Paolo à Caracas 2 au 7 juillet, participation de Pierre Laurent, Jacques Fath et Obey Ament
- Rencontre mondiale de la diaspora togolaise à Londres du 7 au 9 juillet, participation de Marine Malberg
- Première du film *Je suis Kurde* au cinéma Cin'Hoche à Bagnolet le 6 septembre
- FÊTE DE L'HUMANITÉ du 14 au 16 septembre 2012

la LRI est également diffusée par Infohebdo et le Tract de la semaine

pour recevoir cette lettre (format électronique uniquement) contact : Claire Chastain - cchastain@pcf.fr

## Allemagne Congrès de Göttingen des 2 et 3 juin 2012 : nouveau départ pour Die Linke



Le Congrès de Die Linke s'est tenu sous forte pression médiatique : on allait assister à la fin annoncée du parti né en 2007 de la fusion du PDS, parti issu de la transformation de l'ancien SED au pouvoir en RDA, et de la WASG, fondée en Allemagne de l'Ouest par des syndicalistes en rupture avec le SPD de Gerhard Schroeder. Die Linke a réuni deux formations aux histoires et cultures différentes, avec également un poids électoral très différent à l'est et à l'ouest de l'Allemagne. Dans la nouvelle formation, on retrouve des courants reflétant ces différences mais qui sont loin d'être aussi structurés que ne le laisse entendre la presse qui oppose une aile « réformatrice », essentiellement implantée à l'est, désireuse de trouver des partenariats avec le SPD, et une aile « radicale », représentée à l'ouest, refusant tout compromis avec la social-démocratie convertie au néo-libéralisme .

En réalité, il n'existe pas dans Die Linke de divergences affichées sur les orientations politiques générales puisque le programme du Parti a été adopté au Congrès de Erfurt en octobre 2011 avec 96,9% des voix des délégués. Ce qui fait l'objet de controverses, c'est la question des alliances et de la participation gouvernementale, dans les Länder ou au niveau fédéral. À l'est, l'influence de Die Linke se situe entre 20% et 30%, elle devance le SPD dans plusieurs Länder et se doit donc d'offrir des alternatives de gouvernement et d'en créer les conditions ; à l'ouest, le parti est beaucoup moins influent, autour de 5%, il est très lié aux luttes sociales et adopte une attitude davantage protestataire. Mais il faut noter que des offres d'alliances gouvernementales ont été faites au SPD aussi bien dans les Länder de l'est qu'à l'ouest (en Sarre et en Rhénanie-Westphalie) et que le SPD les a partout refusées, à l'exception du Brandebourg gouverné par un gouvernement SPD-Linke.

Aux questions de stratégie politique sont venues se greffer des questions de personnes. Dietmar Bartsch, présenté comme un réformateur pragmatique de l'Est, a annoncé sa candidature dès l'automne 2011, provo-

quant dès lors de forts clivages et un climat de défiance à l'intérieur du parti. L'appel d'une partie des dirigeants au retour d'Oskar Lafontaine n'a fait qu'augmenter les tensions. Co-fondateur du parti avec Gregor Gysi, Oskar Lafontaine refusait d'envisager son retour à la tête de Die Linke en opposition à une autre candidature ; faute d'accord préalable avec Dietmar Bartsch, Lafontaine a donc renoncé à sa candidature.

Une confrontation a bien eu lieu lors du Congrès, mais loin de correspondre au combat fratricide annoncé, elle a été précédée des interventions de très nombreux délégués de la base du parti appelant à l'unité, au dépassement des divergences. Les deux grands discours de Gregor Gysi et Oskar Lafontaine ont certes marqué une rupture entre les deux hommes qui ont fondé le parti mais tous deux ont conclu sur la nécessité de préserver l'unité.

Devant statutairement élire deux co-présidents dont au moins une femme, le congrès a d'abord choisi sa co-présidente, Katia Kipping, largement élue avec 67,1% des voix. L'élection du second co-président a donné lieu à un résultat beaucoup plus serré, marquant la défaite de Dietmar Bartsch (45,23%) au profit de Bernd Riexinger (53,1%).

Le nouveau duo qui dirigera le parti est donc constitué d'une dirigeante jeune (34 ans), Katia Kipping, députée de Saxe au Bundestag, qui a voulu présenter une alternative à l'affrontement entre courants en ne se réclamant d'aucun d'eux et d'un syndicaliste de Stuttgart, Bernd Riexinger, dirigeant régional du puissant syndicat Ver.di, inconnu jusqu'alors au niveau national. Les deux nouveaux dirigeants ont pour eux de s'être tenus à l'écart des querelles qui ont précédé le congrès et ils ont immédiatement manifesté leur volonté de dépasser les clivages en développant l'écoute mutuelle à l'intérieur du parti et en se reconcentrant sur le contenu de la politique.

L'élection des 42 autres membres de la direction a témoigné d'un renouvellement générationnel qui devrait permettre d'aller dans le sens voulu par les deux nouveaux présidents. Les premières mesures adoptées en interne (tournée des Länder, amélioration de la communication interne) et les premières interventions politiques fortes (refus de précarité et du pacte austéritaire en Europe) sont les signes d'un nouveau départ pour Die Linke qui devrait ainsi pouvoir aborder les élections au Bundestag de l'automne 2013 avec un nouvel élan.

Alain Rouy

collaborateur Europe des Relations internationales

## Chypre solidarité avec le peuple chypriote

Une importante soirée de solidarité avec le peuple chypriote et l'AKEL (parti progressiste des travailleurs), s'est tenue le 22 juin au siège du PCF, espace Oscar Niemeyer. Elle a permis au PCF de présenter au public, conjointement avec l'AKEL, une exposition : *Chypriotes, ensemble, créons notre avenir commun*, complétée par des photos d'archives de *l'Humanité*, reflétant la tragédie vécue par le peuple chypriote pendant l'été 1974 à la fois du fait du coup d'État d'instigation étrangère de la junte des colonels grecs et de l'invasion militaire de la Turquie qui occupe depuis un tiers du territoire de ce pays.



Andros Kyprianou, secrétaire général du Comité central de l'AKEL, a notamment souligné comment ces images reflétaient les combats communs des Chypriotes grecs et turcs pour la justice sociale, contre les interventions étrangères et l'usurpation turque illégale; avec comme perspective d'espoir pour les deux communautés d'être enfin réunies, à égalité politique, dans un État souverain réunifié dans une

fédération bizonale, bicommunale, telle que définie par les résolutions de l'ONU.

Pierre Laurent a souligné la solidarité du PCF avec AKEL et le peuple chypriote, à un moment où Chypre va présider l'Union européenne ; alors que les obstacles grandissent, dus tant à l'intransigeance de la Turquie dans les discussions sur la réunification et le renforcement d'une colonisation renforcée, qu'aux difficultés induites par une UE en crise dont les dirigeants tentent d'imposer aux peuples de dures conditions d'austérité, auxquelles l'AKEL et les plus hautes autorités de l'État résistent.



Pour le secrétaire national du PCF et président du PGE, la question de Chypre doit concerner l'ensemble de l'Europe du fait du rôle que joue ce pays dans une région de tensions et de conflits croissants, où les questions de la démilitarisation deviennent des enjeux essentiels ; pour que Chypre, selon les mots mêmes d'Andros Kyprianou, « *deviennent un pont de paix et de coopération dans l'est méditerranéen* ». Ces questions ont été ensuite largement approfondies avec le concours stimulant de Francis Wurtz, lors de la rencontre qui a réuni le même soir un public particulièrement attentif.

José Cordon  
responsable Europe des Relations internationales





## Égypte élection présidentielle : une révolution commence...



C'est une difficile campagne qui « s'achève » en Égypte avec la proclamation de la victoire du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi. Le nouveau Raïs l'emporte sur son rival, le général Ahmad Chafiq, avec 51,7 % (13 230 131 voix) des suffrages contre 48,3 % (12 347 380 voix) pour le dernier premier ministre de l'ère Moubarak. Le taux de participation terriblement faible, a culminé au second tour à 51,85 % les 16 et 17 juin. Seule la moitié des Égyptiens se sont déplacés pour participer à ces élections, une faible mobilisation qui témoigne du manque de clarté de cette campagne et conséquence des difficultés de reconstruction des organisations politiques. Le peuple égyptien aura dû payer le prix fort afin d'arriver à ce résultat pour le moins mitigé. Ces élections se sont déroulées difficilement, après des mois d'affrontements meurtriers entre le mouvement social et les « barbouzes » de l'ancien régime accompagnés du Conseil suprême des Forces armées (CSFA).

Vainqueur d'une courte tête d'un petit million de voix, Mohamed Morsi est un homme adepte du double langage. Connue au sein de la confrérie comme un « radical », président de la branche politique des Frères, le parti Liberté et justice, il est propulsé candidat de l'organisation après l'invalidation de Khairat El-Shater et d'autres candidats dans des circonstances obscures.

Morsi est un brouilleur de pistes capable au 22 juin de s'entourer d'un front commun de partis impliqués dans la révolution, après avoir copieusement combattu le phénomène révolutionnaire aux premiers jours du soulèvement de Tahrir en janvier 2011. C'est notamment lui qui s'est accroché avec les jeunes de la confrérie qui affirmaient alors l'urgence de descendre sur la place pour rejoindre le mouvement. Élu président, il cultive cette ambiguïté : dans une tribune publiée par le *Guardian* juste avant le second tour, Mohammed Morsi rappelle son attachement aux accords de Camp David que, dans une interview à l'agence iranienne Fars, il appelle à réviser...

Simultanément, les responsables de la confrérie se sont efforcés de faire oublier leur arrogance des derniers mois pour recréer un semblant d'unité dans le front révolutionnaire, afin de ne pas se retrouver isolés face au pouvoir militaire. Morsi s'inscrit dans ces orientations opportunistes des Frères musulmans qui tout au long de la transition politique, ont donné le sentiment d'alterner confrontation et connivence avec le pouvoir militaire, ainsi qu'avec les partis et mouvements laïques, s'appuyant alter-

nativement sur les uns ou les autres pour faire avancer leurs intérêts. Morsi a reçu nombre de félicitations des pays étrangers, nombres d'avertissements aussi... Les États-Unis qui ont félicité discrètement le nouveau président, ont par ailleurs fait la sourde oreille aux coups de force du CSFA, marque d'un soutien toujours vivace.

La riposte du Conseil suprême s'est intensifiée durant la campagne, l'armée pesant de tout son poids en faveur de Chafik, notamment par l'entremise des médias de masse. Jeudi 14 juin, la Chambre basse du Parlement, largement dominée par la confrérie, a été invalidée par la justice (elle-même largement corrompue suite aux vagues de promotions éclair sous Moubarak en réponse aux forts mouvements de contestations dans la magistrature). Dimanche 17, le CSFA a publié une déclaration constitutionnelle qui dépouille le futur président de certains pouvoirs régaliens, confie temporairement aux militaires le pouvoir législatif et leur donne la haute main sur la rédaction de la future Constitution. Par ce « coup d'État institutionnel », l'armée s'arroge notamment le pouvoir de faire du Raïs, un président temporaire à la marge de manœuvre plus que réduite. L'armée a réussi le coup de force d'inverser le calendrier politique de la transition au profit du CSFA et contre la confrérie, car selon les mots mêmes du maréchal Tantaoui, chef du Conseil suprême : « Impossible que le chef de l'État reste en fonction après la création d'une nouvelle constitution et après de nouvelles élections législatives ». Comme une ultime provocation le chef du Conseil suprême des Forces armées a fait savoir qu'il avait félicité le vainqueur et a promis de remettre avant le 30 juin le pouvoir exécutif au nouveau chef de l'État...

Mohammed Morsi Isa el-Ayyat, « président de tous les Égyptiens », est néanmoins le premier président civil élu depuis le renversement du roi Farouk par les « officiers libres », le 23 juillet 1952. La société civile sort de plusieurs décennies de traumatisme qui ont laminé les formations politiques progressistes. La recomposition de véritables partis de gauche, relais des aspirations de la place Tahir doit être une priorité des acteurs politiques et doit recevoir tout notre soutien. Ensemble, les candidats proches de la révolution, MM. Sabbahi, Aboul Foutouh et quelques autres rassemblaient près de 40 % des voix, mais se sont retrouvés éliminés du scrutin. Plus que jamais la question de l'union est posée.

Ces élections ne sont qu'une étape dans la longue transition entamée depuis la chute du président Hosni Moubarak : les révolutions ne s'achèvent pas en un jour, encore moins dans l'un des plus anciens États au monde. Le 24 juin marquera, quoi qu'il en soit, une étape importante dans l'histoire de l'Égypte et ouvre la bataille pour la satisfaction des revendications originelles de Tahir pour la justice sociale, les droits fondamentaux et le nettoyage de l'ensemble de l'appareil d'État.

Yann Leroy

collaborateur *Monde arabe des Relations internationales*

## Tunisie

### les défis de la démocratie et du développement



La tragédie sans fin qui frappe le peuple syrien et les incertitudes électorales en Égypte ont quelque peu détourné l'attention de la situation en Tunisie. Pourtant, ce pays, qui a ouvert la voie aux révolutions arabes, s'est trouvé, ces derniers jours, confronté à une montée brutale de la violence salafiste. Si des militants syndicaux, des étudiants, des femmes, des artistes et journalistes ont été l'objet d'agressions ces derniers mois, ce sont, cette fois-ci, des bâtiments publics, des quartiers populaires, des sièges syndicaux et des partis politiques, le PCOT, qui ont été la cible des fanatiques religieux. La réaction populaire a été instantanée et puissante et les démocrates tunisiens ont interpellé le gouvernement sur la nécessité de mettre un terme à ces violences et d'en punir les auteurs.

Ces événements graves ne peuvent qu'interroger. Le moteur du mouvement populaire tunisien qui a conduit à la chute des dictateurs est l'exigence de liberté, de travail et de dignité. Mais chasser un dictateur ne suffit pas à construire un État de droit. Le chemin de la démocratie est long et semé d'obstacles. Reste à savoir si le chemin pris aujourd'hui en Tunisie permet d'avancer dans cette voie. C'est autour de cette question de quel avenir pour la Tunisie que se joue un véritable bras de fer. Cette question a deux volets : la place de la religion islamique dans une société démocratique et quel mode de développement afin de répondre aux urgences sociales, sans refaire ce qui a échoué.

Si Ennahda, parti islamiste, principale composante de la majorité gouvernementale, a accepté de ne pas modifier le premier article de la Constitution qui garantit le principe d'un État civil – donc non religieux –, son attitude face aux derniers événements est des plus ambiguë et parfois complaisante avec les actions menées par ces groupes religieux. Ennahda ne représente que 18% du corps électoral tunisien qui s'est exprimé il y a 8 mois. Aussi certains groupes en sont réduits à la violence pour tenter d'imposer une vision de la société que refuse la majorité des Tunisiens.

Face à ces menaces, outre la riposte nécessaire et l'appel aux responsabilités de l'État, l'initiative de l'UGIT est à souligner. Le syndicat invite toutes les forces sociales, politiques, associatives et de la société civile, à la recherche d'un consensus national pour consolider la paix civile, les droits de l'Homme et les libertés individuelles,

contre les violences et le terrorisme pour le caractère civil de l'État et la neutralisation des lieux de culte.

Reste le 2<sup>e</sup> volet de la question de l'avenir de la Tunisie. Comment répondre aux urgences sociales, qui ont été le ferment de l'intervention de la jeunesse et des populations pauvres de Tunisie ? Comment penser que les mêmes recettes libérales du temps de Ben Ali, imposées par l'UE et le FMI, pourraient permettre aujourd'hui d'apporter des solutions, alors qu'elles provoquent crises, austérité et chômage en Europe !

En Tunisie, avec 20% de chômeurs déclarés, dont la grande majorité sans couverture sociale, un taux de croissance non négligeable de 3,5% par an, mais qui ne permet que la création annuelle de 58 000 emplois pour 750 000 demandeurs, cette question de l'emploi est majeure. Terre d'accueil des délocalisations et de rentabilité juteuse pour les entreprises européennes, la Tunisie possède un tissu économique de faible valeur ajoutée et de basse qualification dans les domaines du textile, de l'habillement et de la mécanique. Les aides internationales se font attendre et relèvent plus du goutte à goutte que les promesses-fanfaronnades de Nicolas Sarkozy au G8 de Deauville parlant de 40 milliards pour la Tunisie et l'Égypte !

Pire : la Tunisie continue de payer sa dette extérieure, dont le montant total s'élève à 17 milliards d'euros, dont une grande partie dite odieuse, contractée du temps de Ben Ali, auprès de créanciers alors peu regardants... En 2011, ce sont 315 millions d'euros qui ont été remboursés et qui font défaut aujourd'hui aux finances du pays. Quant aux biens de Ben Ali sous forme d'immeubles et déplacements, dont l'estimation reste à faire, une réunion vient de se tenir à Bruxelles avec des représentants de la Banque centrale tunisienne, de l'UE et de la Banque mondiale. À quand leur récupération ?

Sans doute, dans la configuration politique actuelle, les choix économiques et sociaux des partis religieux sont plus que compatibles avec les politiques libérales même s'ils ne sont pas les seuls. Pourtant, ce sont ces mêmes choix de ces 30 dernières années qui ont appauvri le peuple tunisien et sa jeunesse. Or, chacun sait que le terreau du chômage crée de la désespérance sociale et humaine et peut pousser des jeunes dans les bras d'intégristes religieux, s'il n'y a pas d'autres perspectives. Un vrai défi pour la gauche tunisienne.

La question du choix des politiques économiques, du partage des richesses, des rapports de coopération avec les pays voisins des rives Nord et Sud de la Méditerranée, de solidarité, est donc essentielle pour gagner la bataille de la démocratie et du développement. Le gouvernement de la France pourrait à cet égard apporter une contribution utile pour nouer de nouvelles relations dans l'intérêt réel des deux peuples.

Patrick Margaté  
responsable collectif *Monde arabe*

## Algérie l'amalgame et les silences de Benjamin Stora



Benjamin Stora vient de sortir un nouveau livre :

**La guerre d'Algérie expliquée à tous.** L'ambition de rendre accessible au plus grand nombre les complexités réelles d'une telle période de l'histoire de notre pays, de l'Algérie et du colonialisme français, est digne d'intérêt alors qu'on marque, en 2012, les 50 ans d'indépendance de l'Algérie.

Pour les communistes français, cependant, la lecture de cet ouvrage laisse pour le moins insatisfait. En effet, B. Stora traite des différents aspects de la lutte anti-coloniale en France de manière assez consternante. Il consacre quelques pages bienvenues sur des personnalités (Sartre, Camus, P.Vidal Naquet...) sur les « porteurs de valise »... Mais il persiste, au cours de son ouvrage, à ne parler, en de très rares et allusives occasions, que de « la gauche » lorsqu'il faudrait traiter de l'action des forces politiques françaises de l'époque. Comme si l'on pouvait assimiler le choix des dirigeants socialistes en faveur de la guerre et celui du PCF pour la paix et pour l'indépendance dans les conditions d'une confrontation de 8 ans et d'un très haut niveau.

Le PCF va diffuser une brochure intitulée **Le PCF et la guerre d'Algérie - Retours sur l'histoire**, afin de montrer à la fois la cohérence de son engagement et sa capacité à jeter un regard critique sur les erreurs et les fautes commises, y compris quant au vote des pouvoirs spéciaux. Il ouvre les portes au débat.

On aurait apprécié un effort d'objectivité, même critique, de la part de B. Stora, qui préfère cultiver un amalgame inacceptable enrichi d'un silence d'ensemble pesant et incompréhensible quant à l'engagement anti-colonial du Parti communiste dont le combat a pesé de façon décisive sur le cours de la guerre et sur son issue. Mais de cela, le lecteur de *La guerre d'Algérie expliquée à tous* n'en saura rien.

Jacques Fath

**Parution le 5 juillet 2012**

Disponible au siège du Parti communiste français  
2 place du Colonel-Fabien Paris 19e  
ou sur demande auprès de Claire Chastain :  
cchastain@pcf.fr



## Togo les soulèvements populaires auront-ils raison du pouvoir dictatorial ?



Le peuple togolais serait-il sur le point de se libérer du joug autocratique et antidémocratique du régime du président Gnassingbé ?

La révolution populaire « Kpatima », qui embrase le Togo depuis le 12 juin 2012, serait susceptible de mettre fin au régime dictatorial en place depuis 1967. Les Togolais sont plus que jamais déterminés à recouvrer leurs libertés politiques et économiques confisquées depuis 45 ans. Violations des droits de l'Homme, tortures, crimes économiques, subordination du pays aux intérêts étrangers et usurpation du pouvoir par la dynastie Gnassingbé, voici le quotidien du peuple togolais. Un « ras le bol » général, qui a réussi à faire descendre dans les rues des centaines de milliers de Togolais depuis plusieurs semaines.

L'espoir d'un possible changement a été impulsé par le collectif *Sauvons le Togo*, créé en avril et regroupant des organisations de la défense des droits humains, des associations de la société civile et des partis politiques d'opposition au régime. Celui-ci s'est donné pour mission de redonner la parole au peuple. Ce mouvement exige le retour à la constitution du 14 octobre 1992, l'abrogation des deux lois réformant le nombre de députés à l'Assemblée nationale dans un seul but électoraliste de conforter le pouvoir en place, et la mise en œuvre effective des recommandations portant sur la torture, par la poursuite, le jugement et la condamnation des auteurs d'actes de tortures.

Le président Faure Gnassingbé, installé suite à un triple coup de force militaire, constitutionnel en 2005 après la mort de son père, et à un hold-up électoral en 2010, se singularise par une aggravation des crises politiques, institutionnelles, économiques et sociales. C'est un véritable régime de la terreur qui s'est installé ces

dernières années, grâce aux soutiens des forces armées togolaises, détentrices du pouvoir politique. L'actuel président n'a eu de cesse de museler toujours un peu plus l'opposition par l'exclusion de l'Assemblée nationale, des syndicats, des organisations étudiantes, des femmes et des partis d'oppositions. Mais également par l'institutionnalisation de la répression politique qui a d'importantes répercussions sur la protection de la population civile.

Malgré tout, le gouvernement togolais continue de bénéficier du soutien de la communauté internationale. Lors de la fraude électorale en 2010, l'Union européenne a pourtant validé les résultats et est intervenue en faveur de la dictature.

Il est désormais temps d'en finir avec le soutien aux dictateurs. L'État français ne peut plus se permettre d'aller à l'encontre des soulèvements populaires et participer à la répression politique. Selon les accords de défense signés entre la France et le Togo en 2011, dans le cadre du volet de « sécurisation des élections », le gouvernement français légalise son soutien au régime de Faure Gnassingbé, dans la « gestion démocratique des foules ». Ce doux vocable permet à nos militaires et gendarmes de s'octroyer le droit d'aider les forces de l'ordre togolaises dans l'usage de la force pour maintenir une discipline conforme aux besoins du pouvoir, au nom de l'intérêt des citoyens. Les conseillers français continuent également d'être présents auprès de l'armée et des forces de l'ordre togolaises (piliers du régime).

Face aux prochaines élections législatives qui vont se tenir au Togo, l'enjeu sera double pour la France. Soutenir le peuple togolais passera par la dénonciation du pouvoir dictatorial et la fin des accords de défense. Mais également par le soutien à la mise en place d'élections transparentes et le respect des résultats exprimés.

Soutenons le peuple togolais dans sa lutte pour mettre fin à l'arbitraire et à l'impunité, pour l'instauration effective d'un État de droit au Togo.

**Marine Malberg**  
collaboratrice Afrique des Relations internationales



## Paraguay La France et l'Union européenne doivent condamner le coup de force et apporter leur soutien au président Fernando Lugo



### Communiqué de presse

Par un procès expéditif et sommaire, la droite paraguayenne se permet de destituer le président démocratiquement élu, Fernando Lugo, en totale violation de la légalité. Le président est accusé d'avoir donné son soutien aux mouvements paysans qui réclament la mise en œuvre d'une réforme agraire qui s'attaque aux intérêts des grands propriétaires terriens alliés à cette droite qui a dominé le Paraguay pendant six décennies en soutenant la dictature d'Alfredo Stroessner.

La violence avec laquelle a été immédiatement réprimée la foule qui manifestait son soutien au président

légitime, après la décision des parlementaires, fut une nouvelle provocation dans la recherche du chaos pour tenter de justifier ainsi le coup d'État déguisé.

Ce coup de force provoque déjà un rejet des gouvernements de l'Union des nations de l'Amérique du sud (UNASUR). Celle-ci considère que le procès s'est tenu sans aucune garantie de respect des principes le plus élémentaires du droit et de la démocratie. La brutalité et la lâcheté avec laquelle les partis Colorado et Libéral ont procédé suscite un élan fort de solidarité dans la région et dans le monde.

Le gouvernement français et l'Union européenne doivent se joindre à cette condamnation et exprimer clairement leur refus de reconnaître le gouvernement issu de ce coup de force.

Le Parti communiste français exprime sa solidarité avec le président Fernando Lugo, avec le peuple paraguayen, avec les organisations sociales et la gauche progressistes de ce pays qui se refusent à reconnaître le gouvernement usurpateur de Federico Franco et appellent à une mobilisation pacifique et déterminée.

Parti communiste français  
Paris, le 24 juin 2012

## le billet de Gérard Streiff

### véridique

Mohammad Ashan est un chef taliban de la province de Paktika, à l'est de l'Afghanistan. Il était recherché par la police locale pour ses coups de main contre les forces de l'Otan.

Cet hiver, l'homme remarqua des affiches officielles où était mise à prix, 100 dollars, une tête de rebelle. Et c'était sa tête... Le gaillard ne fit ni une ni deux, il se rendit au centre local de la police pour exiger sa récompense ! Passé le moment de légitime étonnement, les autorités l'ont coffré. « L'homme est clairement un imbécile » a commenté un pandore. Pas faux.

On savait les taliban divisés en courants, les modérés, les ultras. Voici à présent la tendance Rapiat.

### SUGGESTION DE LECTURE

#### *De la résistance à la guerre civile en Grèce*

Joëlle Fontaine, Éditions La fabrique, avril 2012

#### *La Guerre d'Algérie : discours et textes officiels*

Gérard Streiff, collection Histoire et Société, Éditions Oskar, juin 2012

#### *Les Tiers Mondes du Sud au Sud. Panorama critique*

Robert Charvin, Éditions Publisud, juin 2012

#### *Soutien du MJCF à Sevil Sevimli*

<http://www.lavantgarde.org/sevil-sevimli-lautre-visage-de-la-politique-en-turquie/>

#### *Université d'été du PCF aux Karellis les 31 août, 1er et 2 septembre 2012*

Inscriptions : <http://formation.pcf.fr/19312>



## HEGLIG

# Soudan du Sud et Soudan du Nord ?

Moins d'un an après la séparation officielle du Soudan en deux pays indépendants, la guerre fait rage aux frontières des deux Soudans où le pétrole coule à flot. Une situation tendue et dangereuse qui était pourtant écrite en lettre de marbre dans l'accord de paix global (APG) signé en 2005 entre les rebelles du Sud et le gouvernement de Khartoum sous l'égide de la communauté internationale.

Pour le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine la situation est claire : l'occupation par le Soudan du Sud de la zone de Heglig il y a deux mois était illégale, indiquant que la zone se trouve au nord de la frontière définie en 1956 et que son tracé a été accepté par Djouba et Khartoum – lors de l'APG qui a mis fin à 22 ans de guerre civile faisant plus de deux millions de morts. Cette ligne de démarcation devait constituer leur frontière commune en cas de sécession du Sud, qui est finalement intervenue en juillet 2011.

Depuis lors, le Soudan a frappé son voisin du Sud qui a fini par se retirer provisoirement. Depuis, des mouvements armés sont observés et des anicroches surviennent régulièrement.

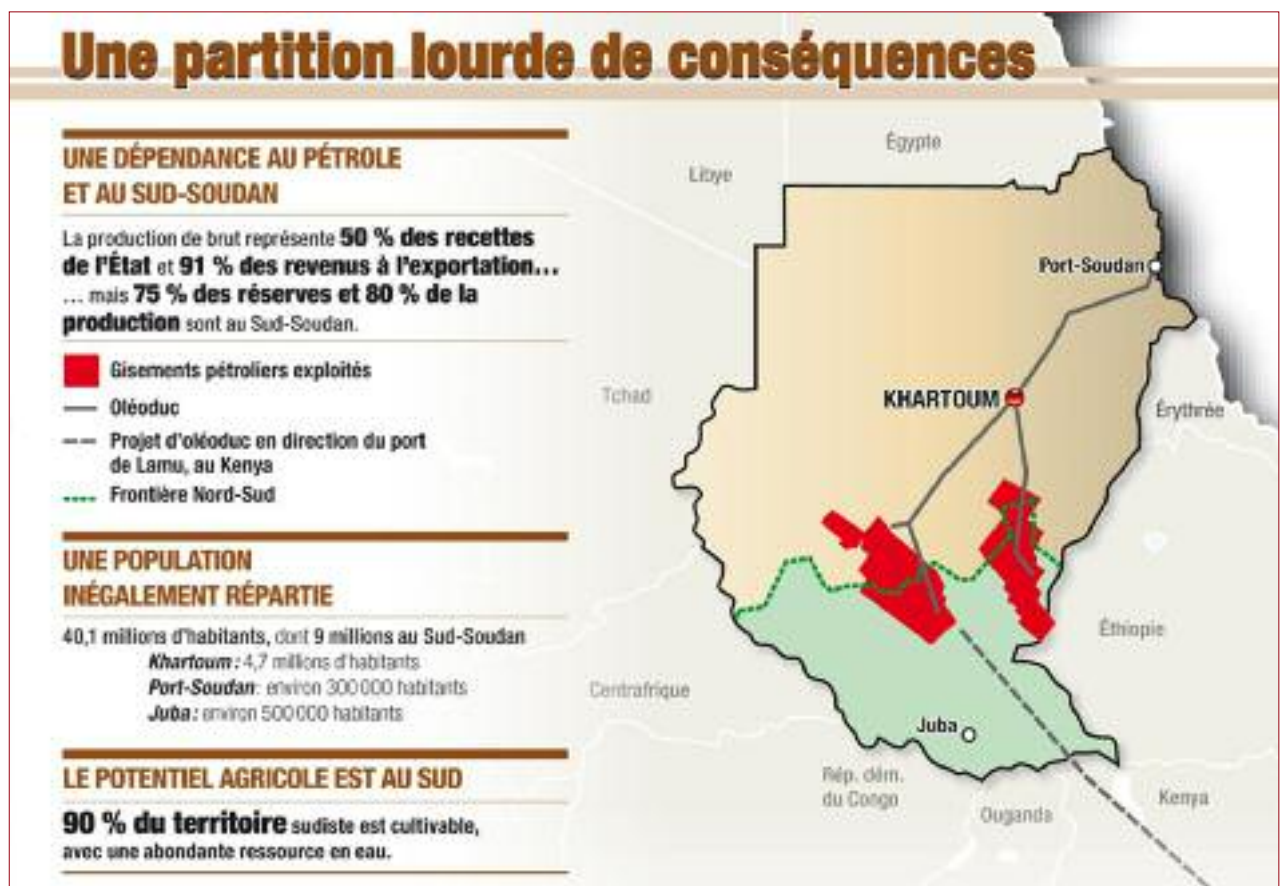
Une volonté délibérée du Soudan du Sud, qui accuse les Nordistes de bombarder son territoire depuis

novembre et d'avoir largué cinq bombes sur la ville de Bentiu, capitale de l'État d'Unité, le 12 avril. Mais jusque là, aucun observateur neutre de l'UA, ou de l'ONU, n'a pu corroborer les allégations du gouvernement de Juba.

### L'insoluble problème des frontières ?

En attendant, l'ambiance dans la zone de Heglig est toujours aussi tendue. Et ce n'est pas un hasard. En effet, en dépit des affirmations de l'Union africaine citées plus haut, une question se pose encore : la zone de Heglig se trouve-t-elle au Soudan du Nord ou au Soudan du Sud ? La réponse à cette question est loin d'être simple.

Heglig se trouve en réalité à proximité de la moitié de la frontière de 1 800 kilomètres qui sépare les deux pays, mais des portions clés de cette frontière n'ont



## Heglig : Soudan du Sud et Soudan du Nord ?

pas encore été définies par l'APG et il n'y a pas suffisamment d'archives historiques (en raison des vastes déplacements de population à l'occasion du développement des installations pétrolières) ou de souvenirs pour identifier facilement le tracé de la frontière de 1956. L'accord de paix global ayant laissé cette zone d'ombre perdurer est donc le facteur de base de la guerre d'aujourd'hui.

Heglig se situe entre Abyei (une autre zone disputée dont un protocole donne d'un côté le territoire aux 9 chefferies Dinkas de la zone en fonction des frontières de 1905, tandis qu'un autre restitue la zone au nord selon les frontières de 1956 !) et les Monts Nouba au Nord Kordofan, où, depuis juin 2011, les forces gouvernementales se battent contre des insurgés (SPLA-N) liés aux anciens rebelles qui sont aujourd'hui au pouvoir à Djouba.

Heglig, qui regorge de pétrole, est également située à proximité de la ville frontalière de Jaw, qui a été prise par le SPLA-N à la fin du mois de février.

Au cours des négociations qui se sont conclues par la signature de l'APG de 2005, il a été décidé que Heglig (appelée Panthou par les Sud-Soudanais, qui soutiennent que la zone a toujours fait partie de l'État d'Unité) serait incluse dans la région d'Abyei, une des *Trois zones* (avec le Sud-Kordofan et le Nil bleu) dont la localisation au Nord ou au Sud n'a pas été franchement définie par l'APG.

De fait, malgré l'absence de certitude, Abyei est occupée par les troupes soudanaises depuis plus d'un an.

### « Redessinage » international

Après le rejet par Khartoum des frontières initiales d'Abyei définies par une commission internationale, un arrêt de la Cour permanente d'arbitrage a redessiné ces frontières : la superficie d'Abyei a été considérablement réduite et Heglig a été exclue.

Bien que la Cour n'ait pas défini le tracé de la frontière entre le Nord et le Sud, Khartoum a affirmé que l'arrêt indiquait que Heglig se trouvait dans l'État du Sud-Kordofan, une interprétation que semble partager l'Union africaine.

Le Soudan du Sud, qui indique être ouvert aux négociations relatives à la démarcation entre les deux pays,

affirme que Heglig se trouve au sud de la frontière, dans l'État d'Unité.

### Pourquoi Heglig est-elle aussi importante ?

La dernière escalade de violence est liée au fait que des questions clés soient restées en suspens depuis la signature de l'APG : la démarcation de la frontière, le partage des revenus pétroliers et les *Trois zones* (les habitants d'Abyei, par exemple, devaient décider par référendum s'ils souhaitaient rejoindre le Soudan du Sud en 2011, mais le référendum n'a pas encore eu lieu).

Les derniers affrontements risquent également de remettre en cause un accord important signé par Djouba et Khartoum en mars 2012 et qui aurait amélioré les conditions de vie de centaines de milliers de Sud-Soudanais au Soudan. Sans cet accord, ils auraient dû régulariser leur situation – ce qui, d'un point de vue logistique, est quasiment impossible – ou quitter le pays le 8 avril au plus tard. Le Soudan du Sud n'a pas les moyens de faire face à un afflux aussi soudain et important, notamment parce que les routes seront impraticables pendant la saison des pluies attendue prochainement.

Mukesh Kapila, qui a dirigé les opérations des Nations unies au Soudan en 2003 et en 2004 et travaille maintenant pour *Aegis Trust*, une organisation non gouvernementale de plaidoyer, a dit à IRIN : « L'APG a érudé les plaintes légitimes des populations marginalisées qui souffraient depuis longtemps dans les régions du Nouba, d'Abyei, du Nil bleu et du Darfour. Si l'on ne procède pas à une tentative sincère de résolution de la situation de manière juste et équitable, des conflits violents continueront à éclater ici et là. La citoyenneté, le pétrole et la démarcation de la frontière compliquent peut-être le tableau, mais ils sont en grande partie liés aux plaintes des habitants maltraités des zones frontalières du Soudan qu'il faut tout de suite prendre en compte pour que les deux pays connaissent paix et stabilité ».

Stéphane Aubouard

collaborateur Afrique des Relations internationales

*ERRATUM* : Dans le focus de la LRI de mai 2012, intitulé « Le Soudan et l'oncle Tom », il s'agissait évidemment de « L'oncle Sam » ! Avec toutes les excuses de l'auteur.

## MONDE ARABE

Le 26 juin, Jacques Fath et Patrick Margaté reçoivent **Elie Kheir**, chercheur, sur les conflits et les évolutions du monde arabe.

### Syrie

Un rassemblement de solidarité avec les victimes de la répression, à l'appel de plusieurs organisations, s'est tenu, à la Fontaine des Innocents à Paris, le 29 mai. Patrick Margaté représentait le PCF.

Rencontre avec **George Sabra**, membre du secrétariat du Conseil national syrien et **Abdelhamid Al Atassi**, avec Jacques Fath et Patrick Margaté, le 19 juin.

### Maroc

Le 2 juin a eu lieu le Colloque pour le 100<sup>e</sup> anniversaire du protectorat français au Maroc à Saint-Denis, organisé par la Voie démocratique. Jacques Fath et Patrick Margaté pour le PCF. Intervention de Jacques Fath :

[http://www.youtube.com/watch?v=ptNRqrBQ4aU&list=UUILVBFEltSJJAgAkFluWPg&index=1&feature=plpp\\_video](http://www.youtube.com/watch?v=ptNRqrBQ4aU&list=UUILVBFEltSJJAgAkFluWPg&index=1&feature=plpp_video)

### Tunisie

Rassemblement de soutien au peuple tunisien après les violences salafistes, le 15 juin à Paris. Jacques Fath et Patrick Margaté représentaient le PCF.

### Palestine

Le 31 mai à l'Agora de Nanterre, s'est tenu un débat sur l'État de Palestine, les sanctions et le boycott des produits des colonies, dans le cadre des élections législatives en France, Jacques Fath représente le PCF.

### Égypte

Rassemblement devant l'Assemblée nationale à Paris, pour interpeller les nouveaux députés, contre le paiement de la dette égyptienne, avec le soutien du collectif ACET, le 27 juin. Participation de Patrick Margaté pour le PCF.

## AFRIQUE

### Gabon

Rassemblement de solidarité avec le peuple gabonais devant l'ambassade du Gabon à Paris, organisé par le Front de Gauche, avec les participations de, notamment, David Chinaud pour le collectif Afrique du Parti de gauche et Marine Malberg pour le collectif Afrique du PCF. Paris (13/6/2012).

Soutien à Libreville par téléphone, retransmis en direct « Au Forum des Indignés du Gabon » de Sylvie Jan pour le PCF en solidarité contre la répression des étudiants manifestants. Une vingtaine d'entre eux avaient été emprisonnés et torturés. Paris (12/6/2012).

### Togo

Rencontre entre **Raymond Ahivy**, référent de la Plateforme panafricaine pour le Togo et Sylvie Jan, responsable Afrique/PCF, Marine Malberg-Galotte pour le collectif Afrique. Paris (12/06/2012).

Message de « Soutien du PCF aux manifestants pour les libertés au Togo » adressé à toutes les associations togolaises et françaises, engagées dans la lutte contre la politique repres-

sive et anti-démocratique menée par le dictateur Faure Gnassingbé et dont la jeunesse togolaise exige le départ (20/6/2012).

Conseil mondial de la diaspora togolaise sur le thème : *La diaspora Togolaise et l'intérêt général : un levier à part entière !* Participation de Marine Malberg pour le collectif Afrique du PCF. Londres (7/7/2012).

### Niger

Rencontre entre **Mamane Adami Sani**, de l'Organisation révolutionnaire pour la démocratie nouvelle au Niger et Sylvie Jan, responsable Afrique PCF, Marine Malberg-Galotte pour le collectif Afrique. Paris (20/6/2012).

### Mali

Rencontre au CIDEFE avec **Issa N'Diaye**, professeur de philosophie à l'Université de Bamako, sur le thème des coopérations décentralisées dans le contexte actuel du Mali et les formations. En présence de Jean-Claude Mairal, président du Cidefe, Lysiane Alezard, responsable du secteur Formation, Jean-Paul Plassard, responsable du Réseau d'élus et d'autorités locales progressistes d'Europe, Jean-Didier Vermentot président du Réseau des partenaires de la région de Kidal au Mali, Sylvie Jan, responsable Afrique PCF.

Échanges entre **Issa N'Diaye**, président de l'US-RDA, sur les évolutions de la situation au Mali et dans la sous-région, avec Jacques Fath et Sylvie Jan pour le PCF. Paris (26/6/2012).

Audition de **Nissa N'Diaye** sur le thème *Situation au Sahel : quels liens avec la France ?* organisé par le collectif Afrique au siège du PCF, avec les participations de Sylvie Jan, Marine Malberg, Laetitia Sucheki, Claire Chastain, Michel Laurent pour le PCF, Irène Lavalée pour le MJCF, des représentants d'associations françaises, maliennes et africaines. Paris (26/6/2012).

### Afrique du Sud

Congrès du Parti communiste d'Afrique du Sud. Participation de Sylvie Jan et Michel Laurent pour le PCF (11 au 15/7/2012).

### Colloques

*L'Afrique, au risque de son union.* Intervention de Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine, à la conférence organisée par la CADE (*Coordination pour l'Afrique de demain*). Participation de Marine Malberg pour le collectif Afrique PCF. Paris (4/6/2012).

*Migrantes et mobilisées* à l'initiative de *Les Cahiers du Genre*, avec notamment Danièle Kergoat, directrice de recherche au CNRS. Participation de Marine Malberg pour le collectif Afrique du PCF. Paris (5/6/2012).

*Les conflits en Afrique : approches institutionnelles de prévention, gestion et de résolution* à l'initiative de l'OPSA, Observatoire de la politique de sécurité de l'Antarctique et l'IRSEM, avec la Dr Amendine Gnanguenon, chargée d'études Afrique à l'IRSEM. Participation de Marine Malberg pour le collectif Afrique du PCF. Paris (18/6/2012).

*Quelles constructions politiques au Mali face aux crises dans le Sahel ?* Colloque organisé par la Fondation Gabriel Péri et le Réseau des partenaires de la région de Kidal (Mali). Participation de Sylvie Jan, responsable Afrique PCF, Marine Malberg-Galotte, Laetitia Sucheki pour le collectif Afrique (19/6/2012).



## EUROPE

Le 11 juin, **Assemblée citoyenne à Malakoff (café Le fil rouge) sur la crise et les issues avec Aliko Papadomichelaki, membre de la direction de Syriza (Grèce)**, Patrick Alexanian, collaborateur du groupe GUE du Parlement européen et Jacques Fath.

Article de Jacques Fath dans le supplément **Planète/Communistes** à l'*Humanité* du 27 juin : « **L'Europe : quelle réponse ?** ».

### Grèce

**Message de Pierre Laurent**, président du PGE, secrétaire national du PCF « **La progression fulgurante de Syriza est un événement majeur** » après la élections du 17 juin.

**Message du PCF à la direction de Syriza** 18 juin.

**Planète/Communistes** du 13 juin 2012 par Jacques Fath « **Grèce: un formidable révélateur** ».

### Chypre

**Soirée de solidarité avec Chypre, avant la présidence chypriote de l'UE**, avec l'inauguration de l'exposition « Chypriotes, ensemble, créons notre avenir commun ».

### Espagne

19 juin : communiqué du PCF « **Solidarité avec les mineurs des Asturies et de Castilla y Leon** ».

22 juin : message du PCF au **Parti Communiste d'Espagne**, à l'occasion de sa **conférence fédérale**.

Le 7 juillet : **fête du Psuc-Viu à Barcelone**. Participation José Cordon pour le PCF.

#### Dans l'agenda de Pierre Laurent/présidence du PGE

Début juillet : dépôt de l'Initiative citoyenne européenne auprès de la Commission européenne à Bruxelles.

14-15 juillet : bureau exécutif du PGE à Athènes.

18-22 juillet : Université d'été du PGE à Volos (Grèce).

## AMERIQUE LATINE

Participation d'Obey Ament au **Groupe de travail sur l'Amérique latine du PGE**, le 8 juin à Bruxelles.

Participation d'Obey Ament, le 15 juin, à la **rencontre avec Walter Pomar, secrétaire exécutif du Forum de São Paulo, organisée au Bundestag, à Berlin, à l'invitation de Die Linke**.

### Cuba

Obey Ament a participé, le 5 juin, à l'Ambassade de Cuba, à une réunion d'information sur la **situation de l'entreprise Havana Club et les incidences du blocus**.

### Brésil

À l'initiative de la représentation du **PT du Brésil en France** s'est tenu à l'École normale supérieure à Paris, le 9 juin, une **rencontre-débat sur les relations France/Brésil**. Obey Ament représentait le PCF, Jean-Jacques Kourliandsky, le PS.

### Chili

La **section PCF de Massy** a accueilli dans ses locaux, le 24 juin, le **90<sup>e</sup> anniversaire du Parti communiste chilien** (organisé par le PC chilien). Participation d'Obey Ament et de Thierry Doulaud, secrétaire de la section PCF de Massy.

## Uruguay

Le 11 juin, Obey Ament et **Marie-Christine Vergiat, députée européenne au groupe GUE/NGL** sont accueilli **Graciela Jorge, présidente de la Commission des droits de l'Homme auprès de la présidence de l'Uruguay**.

Le soir, une **rencontre publique** s'est tenue au siège du PCF avec **Graciela Jorge** en présence de **M. Omar Mesa, ambassadeur de l'Uruguay en France** et de Jacques Fath.

Obey Ament a participé aux cérémonies pour la **Fête nationale de l'Uruguay** à l'ambassade, le 19 juin.

## ASIE

Le 8 juin, le PCF a accueilli une **délégation de haut-fonctionnaires chinois, invités en Europe par l'Université de Saint Gall (Suisse), dans le cadre d'une formation, en accord avec le ministère des Affaires étrangères de Suisse**. Michel Laurent, membre du Conseil national, avec Christiane Marcie, Dominique Bari et Yann Leroy, collaborateurs des *Relations internationales* pour l'Asie et en particulier la Chine, les ont reçus afin de donner les points de vue du PCF sur les thématiques concernées par leur formation : relations entre les partis politiques et le gouvernement, pluripartisme, démocratie.

## Indonésie

Le jeudi 28 juin 2012, au siège du PCF, **Anwar Ma'ruf, figure importante de la gauche indonésienne, coordinateur national d'une confédération syndicale, le Comité de solidarité nationale (Komite Solidaritas Nasional) et porte-parole du Front d'opposition du Peuple indonésien (Front Oposisi Rakyat Indonesia)** a été reçu par Pierre Marcie. Jacques Fath a salué sa présence en France et les efforts auxquels il contribue pour la reconstruction d'une gauche associant lutte pour la justice sociale, défense des droits des travailleurs et perspective politique d'une société sortant du capitalisme.

## PAIX DÉARMEMENT

Participation de Claire Chastain et de Jacques Fath à la **Journée annuelle d'ICAN-France (branche française de la Campagne internationale pour l'interdiction des armes nucléaires)** à Malakoff (organisée par ICAN-France, avec la mairie de Malakoff et l'AFCDRP, association française membre de *Mayors for Peace*), le 28 juin.

Le PCF est membre actif de plusieurs collectifs unitaires : intercollectif de solidarité avec les peuples arabes ; Maghreb solidarité ; Palestine ; Bolivie ; Sortir du colonialisme ; Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique ; Coordination nationale des associations solidaires avec le peuple kurde, OTAN-Afghanistan et « No to War – No to NATO » ; ICAN-France ; ACET.

## ISRAËL

**les rouages d'une impunité**

*« Vers la fin d'un discours extrêmement important  
le grand homme d'État trébuchant  
sur une belle phrase creuse  
tombe dedans  
et désemparé la bouche grande ouverte  
haletant  
montre les dents  
et la carie dentaire de ses pacifiques raisonnements  
met à vif le nerf de la guerre  
la délicate question d'argent. »*

*Le discours sur la paix - Jacques Prévert*

**L'arme économique**

Lorsque l'on traite du conflit israélo-palestinien, et en particulier de l'impunité dont jouit Israël, on ne doit pas passer à côté d'une de ses composantes essentielles : cette délicate question de l'argent. Le capitalisme moderne s'appuie sur le développement des hautes technologies et leur corollaire (recherche, enseignement supérieur, science dure, spécialisation de la main d'œuvre, etc.). Le développement des nouvelles techniques d'information et de communication (NTIC) est le marché permettant une économie en capital, en temps de travail et en main-d'œuvre : un maximum de plus-value.

Les nouvelles technologies génèrent des profits astronomiques et les États pionniers dans ces domaines sont au cœur de toutes les attentions de la communauté internationale. La nécessité constante du « partage des coûts élevés » en matière de recherche et développement et formation crée une sorte d'interdépendance entre les États « développés ». Israël arrive en tête au classement mondial en matière de dépenses annuelles pour la recherche et le développement avec un taux de 4,7 % de son PIB, investissements majoritairement issus du privé. Israël est le troisième pays en nombre de sociétés cotées au NASDAQ après les États-Unis et la Chine et reçoit d'importants investissements étrangers. Le pays possède le plus grand nombre de start-ups au monde (jeune entreprise à fort potentiel de croissance, bien souvent dans le domaine des NTIC). La vérité est dite : aucun pays capitaliste ne peut aujourd'hui se passer de l'une des dix premières puissances technologiques de la planète et du 5<sup>e</sup> système universitaire au monde qu'est l'État d'Israël. Le pays figure au 6<sup>e</sup> rang mondial en matière de contributions de prix Nobel par habitant. Le nombre de publications scientifiques par habitant et de brevets déposés par habitant figure parmi les plus élevés au monde. D'ailleurs, cette dépendance explique le rôle souvent ambivalent des « ennemis d'Israël ». Les valeurs mora-

les sont peu de chose au regard d'un profit immense et facile. Ces partenariats sont au cœur de l'impunité israélienne.

L'adhésion récente de l'État d'Israël au sein de l'OCDE illustre bien cette dualité entre impunité et nécessité. L'OCDE a reconnu que l'État d'Israël a enfreint plusieurs conditions d'adhésion en incluant notamment les colonies illégales et les territoires occupés dans son rapport économique (« 11 millions de personnes dont 4 millions de Palestiniens vivant sous l'occupation », a dit l'économiste israélien Shir Hever). Seulement ce même pays a été invité à rejoindre l'organisation pour sa bonne politique de management dans le domaine de l'économie de la connaissance, de la technologie et de l'éducation. L'OCDE considère que ces problèmes de droits internationaux sont des « écueils techniques » et que l'adhésion de la 15<sup>e</sup> puissance de l'économie de la connaissance valait bien quelques sacrifices après l'éclatement de la bulle internet.

D'immenses ressources en hydrocarbures et gaz naturels ont été découvertes aux larges des côtes d'Israël/Palestine, leur exploitation d'ici 2014 va sans nul doute renforcer le pouvoir économique d'Israël. Le pays a d'ores et déjà mis sur pied un fond souverain à l'image de l'Arabie saoudite ou du Qatar, afin de faire fructifier les quelques 100 à 140 milliards de dollars que compte engranger l'État d'ici 2040. Cette découverte risque bien d'ajouter à l'instabilité régionale.

**La guerre : une extension de la politique par d'autres moyens...**

La force militaire est évidemment à mettre en lien avec les sources de l'impunité israélienne. La force armée est un argument de poids dans le jeu politique. Israël investit quatre fois plus dans le militaire que la moyenne des États-membres de l'OCDE, presque 7% de son PIB, mais les importants investissements en R&D aux applications militaires sont difficiles à tracer. L'armée israélienne est une armée de haute technicité, bien

## les rouages d'une impunité

supérieure à l'ensemble de ses voisins et de manière générale à tout l'hémisphère sud. Israël est un exportateur important d'équipements militaires et de systèmes d'armes avec une part de 10 % du marché mondial...

En plus d'une importante maîtrise des nouvelles technologies militaires, l'armée israélienne a, depuis 1967, développé son aviation de façon exponentielle. La Seconde Guerre mondiale a fait de l'avion l'arme absolue du XIX<sup>e</sup> siècle, capable d'une puissance de destruction importante tout en limitant les capacités de réponse de l'ennemi. Cette combinaison d'avantages a permis de réaliser la domination de l'armée israélienne au Moyen-Orient. Les importants développements technologiques dans l'aéronautique sans pilotes, les communications et les munitions ont fini de creuser l'écart avec ses voisins, écart que la massification de l'armée de l'air avait commencé à creuser. La force aérienne et spatiale israélienne est en effet l'une des premières forces armées de la planète avec près de 500 appareils portant l'institution au 5<sup>e</sup> rang mondial devant l'Allemagne et le Royaume-Uni ...

L'État d'Israël n'est pas signataire du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et n'a donc aucune obligation juridique vis-à-vis de la communauté internationale. Le programme nucléaire israélien est aujourd'hui mieux connu. Israël est largement reconnu comme puissance nucléaire (de 150 têtes minimum). Le programme a reçu de nombreux appuis officieux des grands puissances à travers l'histoire : approvisionnement en uranium par des centrales américaines en 1960, développement par la récupération de données suite à l'abandon du programme par l'Afrique du Sud, construction d'infrastructures avec l'aide de la France et test en Afrique du Sud et en Algérie française. L'armée israélienne dispose de trois vecteurs pour utiliser ses armes nucléaires : ses avions F-16 et F-15, les missiles balistiques Jericho I et II et des missiles de croisière embarqués sur trois sous-marins de la classe Dolphin, fournis par l'Allemagne dans le cadre de réparation des dommages de la Seconde Guerre mondiale... L'armement nucléaire de ses sous-marins était connu du gouvernement allemand, comme on l'apprend ce mois-ci dans une enquête de *Der Spiegel*.

L'opacité entretenue par Israël au sujet de son programme nucléaire n'a que des avantages : il n'a pas à assumer le statut de puissance nucléaire, n'a pas à justifier les méthodes qui ont conduit à son développement et bien entendu nie toute responsabilité dans la prolifération d'armes de destruction massive. En outre, cette « ambiguïté » lui permet de profiter de l'effet dis-

uasif de la possession de ces armes. Au sujet du programme nucléaire, le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak en 2007 déclarait que sur ce sujet « il y a une entente totale avec les États-Unis ».

### Un rêve américain ?

Depuis 1987, Israël reçoit des États-Unis en moyenne annuelle de 1,8 milliard de dollars en termes de vente ou de financement, une aide qui depuis 2007 est passée à 3 milliards de dollars chaque année pour la décennie à venir. Le président américain d'alors, George W. Bush, assure à cette époque que les États-Unis garantiront « un avantage qualitatif » à Israël par rapport aux autres pays de la région. Compte tenu de la part gargantuesque de la défense dans le budget de l'État, il devient vite évident que le soutien économique et militaire américain rend possible l'occupation de la Cisjordanie, du plateau du Golan et de la frontière sud du Liban.

Les événements du 11 septembre 2001 ont accéléré ces politiques de renforcement d'Israël comme bras droit militaire et défenseur des intérêts étatsuniens dans la région. 2001 a accentué le virage de la mondialisation vers « le choc des civilisations ». L'émergence de la guerre contre le terrorisme permet de traiter une lutte de libération nationale comme le plus vil des fléaux et accrédite la mise en place de « lois d'exceptions », de « dispositifs » et de développement militaro-sécuritaires en dehors de toute législation internationale. Dans leurs rapports avec les États-Unis, les dirigeants israéliens savent que tout leur est permis vis-à-vis des Palestiniens et que jamais les États-Unis ne les en empêcheront, Obama vient d'en faire la preuve ces deux dernières années...

Pour ajouter à cela, les exportations israéliennes aux États-Unis en 2006 sont de 19 milliards de dollars, soit 44 % de l'ensemble de ses exportations. Elles ont augmenté de plus de 800 % depuis 1985. Il est évident que lorsque l'on possède l'appui inconditionnel de la plus grande puissance de la planète, l'inimaginable devient possible.

### Que faire ?

Israël, comme les autres États, doit se conformer au droit international. Mais aucune négociation n'est concrètement possible quand l'une des parties peut se permettre de violer tout accord, de violer la législation internationale, sans jamais être inquiété.

S'attaquer à l'impunité israélienne c'est comprendre que la nature du conflit n'est ni religieuse ni ethnique, mais qu'elle touche à la nature même des relations



## les rouages d'une impunité

internationales, la nature de la mondialisation et du capitalisme. L'impunité totale dont jouit l'État d'Israël est le reflet des rapports de force qui traversent notre monde, qui structurent les relations internationales et qui sont aujourd'hui en faveur d'Israël. On ne peut lutter pour faire reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien sans s'interroger sur la nature même de la mondialisation. La résolution du conflit passe nécessairement par la recherche de nouveaux modes de relations internationales et d'une nouvelle société.

La Palestine doit être reconnue par l'ONU, un État doit exister dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. Le droit au retour des Palestiniens doit être garanti ainsi que la libération de tous les prisonniers. La justice et le droit devront être rétablis : chacun aura à rendre comptes de ses actes et à assumer ses responsabilités. Voilà les conditions d'une paix juste et durable.

Il faut développer les relations avec les organisations progressistes de Palestine, d'Israël et avec la société civile de ces deux « pays ». Le peuple israélien est une composante essentielle de la résolution de ce conflit, dans un pays où la colonisation sert de cache misère et où 11 % de la population vit des rations distribuées par des organisations non-gouvernementales, d'après les réseaux intégrés d'information régionale (IRIN) de l'ONU. Lorsque l'État investit dans les canons et non dans le peuple, la paix est le plus grand ennemi... Militarisation galopante, érosion des services publics et de la protection sociale à chaque conflit : est-ce ainsi que les peuples doivent vivre ?

La France doit – car elle le peut aujourd'hui – ouvrir la voix de la résolution du conflit. Paris doit œuvrer à la suspension de l'Accord d'association UE-Israël en vertu de l'article 2, qui devrait obliger Israël à protéger les droits humains. Conformément à la législation européenne, notre pays pourrait lancer une étude afin de tracer l'origine des produits israéliens et d'interdire ceux provenant des colonies illégales. Notre pays doit réaffirmer le caractère illégal de ces colonies et pourrait mettre en place des mesures coercitives à l'encontre des colons de passage en France, par la mise en place d'une politique de visas par exemple. Par ailleurs, les citoyens français qui effectuent leur service militaire en Israël doivent être « informés » que la participation aux actions d'une armée d'occupation est passible de poursuites judiciaires.

La force nucléaire israélienne est l'un des premiers dangers pour la région, elle est la source de la nucléarisation de l'Iran. Il est inimaginable de vouloir traiter la question iranienne sans aborder celle des capacités nucléaires d'Israël : les seules conséquences possibles dans ce cas de figure seraient le renforcement de l'impunité autour d'Israël et un sentiment accru d'injustice chez tous ceux qui en font les frais.

Posons les questions qui traversent la cause palestinienne : si l'impunité est aujourd'hui permise, si notre monde n'est pas un monde d'État de droit, alors dans quel monde vivons-nous ? Et surtout, dans quel monde voulons vivre ?

Yann Leroy

collaborateur *Monde arabe des Relations internationales*

### hommage

#### Jacques Coubard

journaliste, militant, était un homme de qualité par sa hauteur de vue, son éthique, sa convivialité... Toute l'équipe des *Relations internationales* du Parti communiste tient à lui rendre hommage avec beaucoup d'émotion.

Jacques était aussi passionné par les relations internationales. Il en traitait avec professionnalisme dans son métier de journaliste. Il fut aussi un acteur direct et, comme collaborateur de la section de *Politique extérieure* du PCF, il rencontra Yasser Arafat à Amman en mars 1969. Ce fut la première rencontre de notre parti avec celui qui incarna si fortement la lutte et l'identité nationale palestinienne.

Jacques Coubard était notre ami. Il nous manquera.

## COLONISATION

**France Télécom-Orange doit rompre son accord avec l'entreprise israélienne Partner**

Une campagne vient d'être lancée pour dénoncer la contradiction entre la charte déontologique du groupe France Telecom-Orange : « Nos valeurs et principes d'action et de comportement s'inscrivent dans le cadre de principes fondamentaux tels ceux de la Déclaration universelle des droits de l'Homme... » et son accord avec la société israélienne Partner, société qui participe directement aux activités de colonisation en Cisjordanie et dans les hauteurs du Golan, bafouant ainsi la 4<sup>e</sup> convention de Genève de 1949 qui « interdit l'implantation de population et l'exploitation économique des territoires occupés ».

Dans les territoires palestiniens que l'État d'Israël occupe militairement, cette société dispose de boutiques, assure avec son réseau le service aux colons et à l'armée d'occupation israélienne, conserve à son profit les taxes et autres montants dus aux Palestiniens en violation des accords d'Oslo, et a installé 176 antennes et relais sur des terres confisquées par les autorités militaires israéliennes et les colons, profitant de l'interdiction faite aux opérateurs palestiniens d'installer leurs antennes dans 60% de la Cisjordanie, limitant ainsi leur accès au réseau local.

L'accord de partenariat signé par France Télécom-Orange avec Partner permet à la société israélienne de

télécommunications, d'utiliser la marque Orange et de jouir de l'assistance de France Télécom dans des domaines tels que l'assistance technique, le marketing et l'acquisition de matériel,

Le PCF, avec l'ensemble des organisations associatives, syndicales et politiques composant le *Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens*, participe à cette campagne de mobilisation. Des courriers ont été adressés à la direction de FT-Orange. Des demandes de rencontre ont été faites. Des actions ont déjà été organisées devant des agences Orange, elles se poursuivront.

C'est une campagne qui s'inscrit dans la durée, mais c'est un élément de plus pour que l'État d'Israël ne bénéficie plus de la complicité de sociétés françaises et de notre silence pour poursuivre sa politique de colonisation. Cette colonisation qui ne peut permettre la création d'un État palestinien viable ni aux peuples palestiniens et israéliens de vivre en paix

Une pétition peut être signée sur :

[www.france-palestine.org/France-Telecom-Orange-doit-rompre](http://www.france-palestine.org/France-Telecom-Orange-doit-rompre)

Nathalie L'hopitault

collaboratrice *Palestine des Relations internationales*

**Le Parti communiste français**  
publie régulièrement des communiqués  
liés à l'actualité internationale.

Les communiqués sont à retrouver  
intégralement sur le site du PCF:

[www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

Chaque mercredi, dans *l'Humanité*,  
un article sur la situation internationale,  
publié dans le supplément *Communistes*